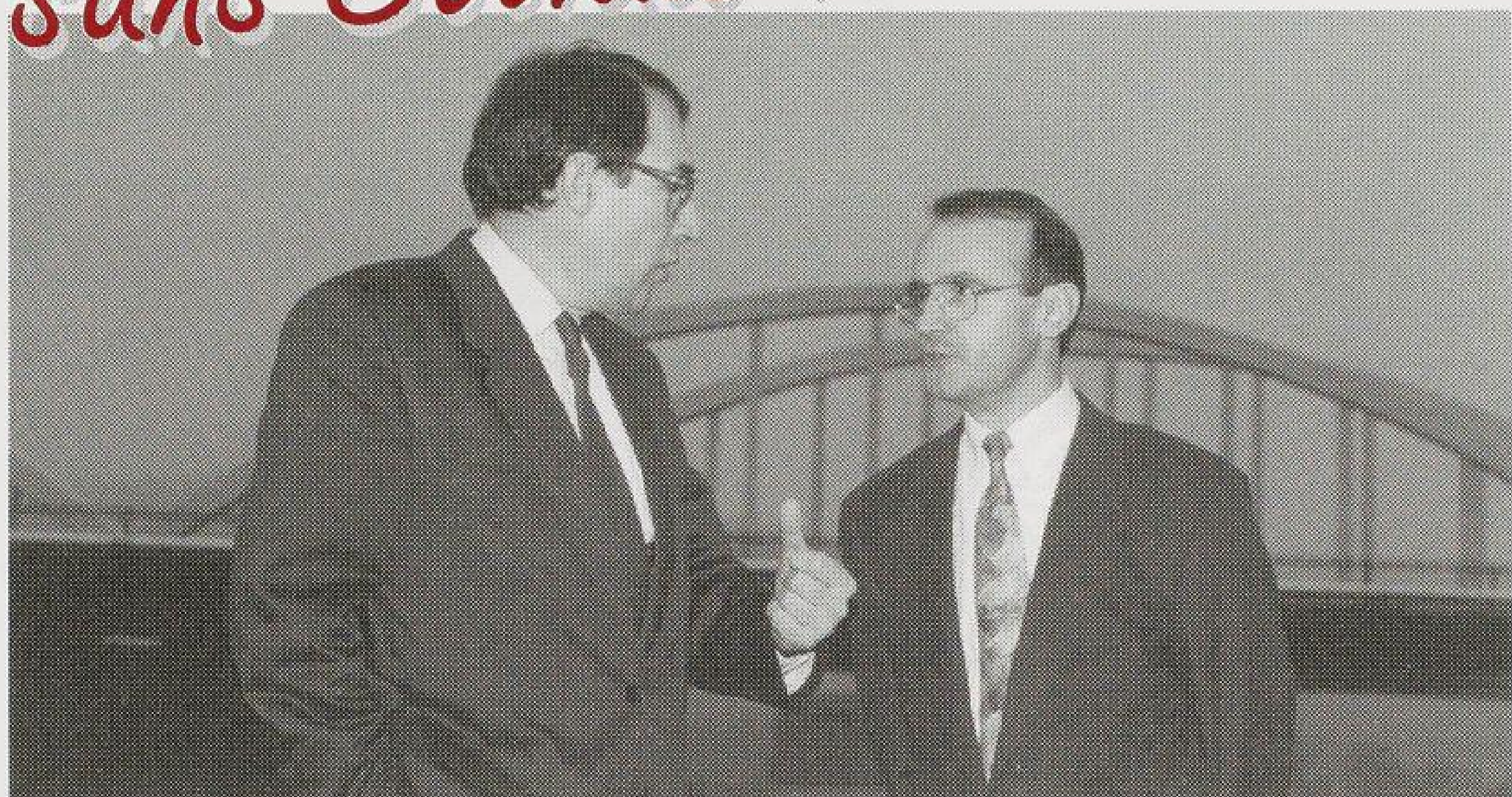
ELECTIONS LEGISLATIVES 21-28 MARS 1993
III[e] CIRCONSCRIPTION DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Il n'y a pas de progrès sans Solidarité



Jean-François **GRANDBASTIEN** est né le 2 septembre 1943 à Nancy dans le quartier de Boudonville. Il est marié et a trois enfants. Très jeune, alors qu'il fréquente la faculté des lettres de Nancy, il prend un premier engagement dans un Mouvement de Jeunesse Etudiante qu'il dirigera jusqu'en 1968 au niveau national et européen. Agrégé d'histoire, professeur au lycée Henri Poincaré de Nancy, il est nommé Inspecteur Général de l'Education Nationale.

Parallèlement à ses activités professionnelles, il s'est inscrit au Parti Socialiste Unifié. Il fait la campagne de Michel Rocard en 1969, puis le suit au PS en 1975, dont il deviendra le responsable départemental et régional. Conseiller Municipal de Villers-lès-Nancy depuis 1983, il a été député suppléant en 1981 aux côtés d'Yvon Tondon et candidat avec Tony TROGRLIC en 1988.

Après la nomination de Michel ROCARD comme Premier Ministre en 1988, il est chargé par Jacques CHÉRÈQUE, alors Ministre de l'Aménagement du Territoire, de son cabinet en Lorraine.

Claude **DURAND**, marié, 46 ans, père de deux enfants, Delphine et Nicolas. Claude DURAND fonde sa raison d'être sur l'action quotidienne en plaçant l'homme et le progrès social au centre de ses préoccupations.

Il est permanent national d'une association de jeunesse et d'éducation populaire.

Premier adjoint au maire de Champigneulles depuis 1989, Claude DURAND y assure les délégations stratégiques de l'urbanisme, de l'environnement et de la communication. Il est également engagé avec les élus du bassin de Pompey, dans l'émergence des solidarités intercommunales.

JEAN-FRANÇOIS GRANDBASTIEN

PARTI SOCIALISTE



JEAN-FRANÇOIS GRANDBASTIEN

5 ans se sont écoulés depuis la dernière élection législative. C'était en 1988, et déjà, après un gouvernement de la droite, le problème du chômage était au cœur de tous les débats. Aux côtés d'Antoine TROGRLIC, j'avais promis de "**ne laisser personne au bord du chemin**".

Aujourd'hui, le RMI a été créé, la CSG et le Crédit Formation individualisé mis en chantier ; de même qu'a été lancé un vaste programme de reconversions et de modernisations industrielles, dans notre canton de Pompey et dans notre circonscription. **Pourtant il nous faut encore, en 1993, mettre l'EMPLOI au centre de notre projet.**



Pourquoi ? Parce que nous avons dû moderniser notre industrie et nos infrastructures, tout en assurant la garantie sociale. Mais l'accélération de la compétition internationale, qui a cassé la croissance mondiale n'a pas permis de réduire de façon décisive le chômage.

Maintenant nous avons de meilleures assises économiques et financières (inflation maîtrisée, franc compétitif), **il nous faut alors réduire cette distance, source d'inégalités, entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas.**

Pour cela nous proposons le partage du travail, avec redistribution des revenus, en privilégiant les plus bas, la réforme de la formation qui évite la trop grande coupure entre la formation initiale et la formation continue, et enfin la politique d'aménagement du territoire qui rééquilibrera l'espace rural-ville et cassera la trop grande concentration des emplois en Région Parisienne.

De nouveaux chantiers doivent être ouverts, à partir des problèmes de société telles que la bio-éthique, la redéfinition d'une identité française en intégrant mieux les immigrés installés depuis longtemps en France et la protection de notre environnement.

Sans oublier bien sûr l'application du traité de Maastricht qui mettra sur pied une Europe sociale dont le contenu de la charte ne permettra pas à des pays de remettre en cause les acquis sociaux : sécurité sociale, retraite à 60 ans.

Vaste programme ! Il n'est par plus utopique, ni moins réaliste que la plate-forme de l'opposition qui prône tout et son contraire et qui remet à plus tard le chiffrage de son programme. Un programme qui peut relancer l'inflation, le déficit commercial. Et qui conduisant à la dévaluation, ruinera 10 ans d'efforts des Français, sans réduire le chômage, et aggravera sûrement les inégalités entre les régions et les Hommes.

C'est pourquoi il faut continuer la modernisation de notre région, c'est-à-dire accepter le progrès et ne pas avoir peur d'une efficacité économique respectueuse de l'environnement. Mais **il faut aussi affirmer la solidarité** car il n'y a de richesses que d'hommes.

Ce sont mes engagements. Nous devons les réaliser ensemble.
Vous prouverez, le 21 mars qu'ils méritent votre confiance

Jean François Grandbastien

VU LE CANDIDAT